

b) Province	Nombre de stagiaires
Terre-Neuve	14
Île-du-Prince-Édouard	201
Nouvelle-Écosse	65
Nouveau-Brunswick	208
Québec	3,191
Ontario	664
Manitoba	384
Saskatchewan	146
Alberta	59
Colombie-Britannique	46

LE MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE
L'IMMIGRATION ET LES FIRMES D'EX-
PERTS CONSEILS

[Traduction]

Question N° 1197—M. Orlikow:

1. Depuis sa création, combien de contrats le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a-t-il adjudgés à des firmes d'experts-conseils pour entreprendre des études au sein du ministère?

2. a) Quels sont le nom et l'adresse de chacune des firmes d'experts-conseils à qui le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a adjudgés des contrats depuis la création du ministère, b) à combien s'élève jusqu'à présent, pour chaque firme, le montant total des paiements effectués?

3. Combien de recommandations de chaque expert-conseil ont-elles été adoptées par le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration jusqu'à présent et quels sont les noms des firmes dont les recommandations ont été adoptées?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): 1. Cinq.

2. a) et b) Hickling and Johnson Limited, 120 Avenue Road, Toronto (Ontario), \$6,-115.62; Operations Research Incorporated, Silver Springs, Maryland (États-Unis), \$98,-658.88, (\$46,158.88 versés par le Conseil du Trésor, \$52,500 versés par le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration); Kates, Peat, Marwick and Company, 4 ouest, rue King, Toronto 1 (Ontario), \$40,020; Operations Research Industries, 151, rue Slater, Ottawa (Ontario), \$165,000; Bélanger, Ouellette et associés, 1224 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal 25 (Québec), \$49,620.

3. Hickling and Johnson Limited—19; Operations Research Incorporated—1; Kates, Peat, Marwick and Company—Cette étude a consisté en un rapport purement statistique sur les personnes qui ont reçu des subventions de mobilité de la main-d'œuvre et en un examen de la praticabilité d'un système permanent de rappel. Il s'agissait d'une enquête-pilote sur les méthodes statistiques à employer pour quantifier et analyser les

[L'hon. M. MacEachen.]

résultats obtenus. Operations Research Industries et Bélanger, Ouellette et associés—Cette étude en participation a porté sur l'élaboration de systèmes d'information. Un certain nombre de ces systèmes ont déjà été mis en application ou sont en voie de l'être.

LES SECTIONS RÉGIONALES AU BUREAU DU
PREMIER MINISTRE

Question n° 1202—M. Orlikow:

1. A-t-on institué des sections régionales au bureau du premier ministre?

2. Combien a-t-on institué ou projeté d'instituer de telles sections?

3. Qui est responsable de chaque section régionale et quel personnel supplémentaire y a-t-on affecté?

4. Quelle est la compétence des responsables de chaque section régionale?

5. A combien estime-t-on le montant annuel du maintien de ces sections régionales?

6. Quelles sont les fonctions de la section régionale?

M. J. E. Walker (secrétaire parlementaire du premier ministre): 1. Oui.

2. On compte quatre sections régionales, toutes situées à Ottawa.

3. Section de l'Ouest, David Thomson; Section de l'Ontario, Colin Kenny; Section de Québec, André Massé; Section des Maritimes; Jean Haché.

Ces quatre adjoints de section sont aidés par du personnel de bureau.

4. Pour choisir chacun de ces adjoints de section, on a tenu compte de leur personnalité, de leurs titres scolaires, universitaires et professionnels en fonction des exigences du poste.

5. On estime à \$98,000 par an le montant des frais afférents au traitement y compris le secrétariat, et les déplacements.

6. Il incombe aux adjoints de section d'améliorer le service de liaison entre le premier ministre et les organismes privés qui s'occupent de questions et de problèmes communs à bon nombre de Canadiens; de compléter la source de renseignements et de conseils accessibles au premier ministre à propos de questions pour lesquelles il a demandé les données et les conseils en cause; de prêter leur concours aux députés qui ont affaire au premier ministre et à son cabinet.

LES INVESTISSEMENTS DES SOCIÉTÉS CANADIENNES DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Question n° 1337—M. Broadbent:

1. Le gouvernement procède-t-il au recensement du montant des investissements des sociétés canadiennes dans des pays en voie de développement